

TECHNOLOGY FORESIGHT – 3
Swedish-French seminar, December 12, 2007
**Foresight Activities and Evaluation Policies as Instruments
for Priority Setting in the field of Science and Innovation**
– an exchange on the state of the art in France and Sweden
in the context of the upcoming EU-presidencies of
France, the Czech Republic, Sweden and Spain -

Ce séminaire, le troisième de la série, coordonné par l'Association franco-suédoise pour la recherche (AFSR), fut organisé en étroite coopération avec le ministère suédois chargé de l'Education et de la Recherche (*Ministry of Education and Research*), le ministère suédois chargé de l'Industrie (*Ministry of Enterprise, Energy and Communications*) et le ministère français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR).

Il eut comme thème "Activités prospectives et politiques d'évaluation comme instruments de pilotage de la recherche et de l'innovation - Etat des lieux en France et en Suède en vue des prochaines présidences française, tchèque et suédoise de l'UE". Il rassembla 43 personnes, hauts fonctionnaires et chercheurs, le 12 décembre 2007 à l'Académie royale suédoise des sciences de l'ingénieur (IVA). Dans la perspective des prochaines présidences de l'UE, la République tchèque et l'Espagne avaient été conviées et étaient représentées par M. Karel Klusáček et M. Milos Chvojka, (ministère tchèque chargé de l'Education, de la Jeunesse et des Sports) et par Mme Evelina Santa (ministère espagnol de l'Education et des Sciences).

Le séminaire, qui fut ouvert par M. Olof Sandberg, conseiller au ministère suédois de l'Industrie et par M. Denis Delbourg, ambassadeur de France en Suède, comporta deux sessions suivies d'une discussion générale finale.

I - La première session porta sur les stratégies nationales et les procédés pour déterminer les priorités de la recherche.

En préambule, M. Peter Honeth, secrétaire d'Etat à la Recherche, rappela la nécessité d'allouer plus de ressources financières à la recherche, même en Suède qui satisfait pourtant déjà aux critères de Lisbonne. Il évoqua ensuite les principales questions que la Suède se pose quant à la gestion et à la gouvernance de la recherche et parla de l'allocation des crédits en fonction des performances des universités. M. Honeth affirma, entre autres, que les universités et les chercheurs sont sceptiques quant aux classements actuels, type Shanghai, mais qu'il est impossible de les ignorer. Aussi a-t-il proposé la mise en place d'un système de classement sur critères locaux, voire européens. Outre le besoin de développer des critères pour guider les allocations des crédits de recherche, aussi bien aux projets qu'aux universités, destinées à acquérir une plus grande autonomie, il voulait donner priorité également à une recherche qui est attentive aux problèmes de la société, aux besoins des entreprises et qui permettrait de renforcer les domaines où la Suède a un potentiel compétitif sur le plan international.

M. Björn von Sydow, président du conseil suédois pour la recherche scientifique (VR) et ancien président du Parlement suédois (Riksdagen), rendait compte dans un témoignage personnel des étapes du développement du système suédois de la recherche avant de présenter la réorganisation récente des agences de moyens, introduite en 2001 pour renforcer et dynamiser le système de recherche et d'innovation.

M. Per Eriksson, directeur général de VINNOVA, agence suédoise des systèmes de l'innovation, souligna l'importance de la "recherche libre", non-orientée, seule garante d'une réelle innovation. L'agence consacre ainsi 10% de ses financements aux projets "inattendus" (programme blanc) et se concerta systématiquement avec le conseil suédois de la recherche scientifique (VR) pour allouer des fonds à la recherche non orientée.

M. Pär Omling, directeur général du Conseil suédois pour la recherche scientifique (VR) donna un aperçu du fonctionnement du conseil, et M. Rolf Annerberg, directeur général du Conseil pour la recherche dans le domaine de l'environnement, des sciences agronomiques et de l'aménagement du territoire (FORMAS), présenta la mission et le mode de gestion du Conseil.

Pour la partie française intervinrent M. Michel Gaillard, chef du bureau des Affaires européennes au ministère chargé de la Recherche (MENESR) qui coordonnait la participation française, Mme Laure Reinhart, directrice de la stratégie au MENESR, et M. Rémi Barré, professeur au CNAM, directeur scientifique de l'ancien programme FutuRIS et chef du Département des études et de la prospective au MENESR.

M. Rémi Barré et Mme Laure Reinhart présentèrent les récentes réformes en France, relatives au Pacte pour la Recherche, au Haut Conseil pour la Science et la Technologie (HCST), à l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES), à l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), aux instituts de recherche etc., détaillant ce nouveau modèle d'organisation de la recherche française, dit "à fonctions séparées".

II - La seconde session porta sur la part de l'évaluation dans le pilotage de la recherche.

Après avoir rappelé des questions touchant à la prospective et à l'évaluation, M. Göran Marklund, responsable de la division du développement stratégique à VINNOVA, détailla les différentes phases de l'évaluation d'un projet : monitoring de 1 à 4 ans, évaluation de 4 à 8 ans et analyse d'impact de 8 à 12 ans.

M. Ulf Sandström, professeur à l'Ecole KTH de Stockholm et à l'université de Linköping présenta une métrique pour les performances des établissements de recherche, approfondissant les indicateurs simples actuellement en usage, sans proposer toutefois de solution pour évaluer l'impact des fonds accordés à ces recherches. Sa présentation suscita une discussion sur la fiabilité des méthodes bibliographiques et statistiques.

Le transfert de technologies, c'est-à-dire le passage à l'industrie des travaux de la recherche, n'est jamais simple, même en Suède où les universités ont pourtant l'habitude de travailler avec les entreprises. Les quatre pays présents ont reconnu avoir tous le même problème. Les représentants tchèques firent également valoir la difficulté de faire travailler la recherche privée sur les priorités gouvernementales. En Suède, c'est le cofinancement qui doit permettre d'assurer une certaine concertation pour orienter des projets de recherche, même sur fonds (en

partie) privés. Selon M. Erik Sandewall, professeur à l'université de Linköping, l'inconvénient de ce système est de générer des projets avec trop peu de valeur ajoutée.

L'autonomie des universités fut aussi évoquée. En Suède et en Espagne, comme dans de nombreux pays européens, la recherche est principalement conduite dans les universités, à la différence de la République tchèque (Académie des Sciences) et de la France (grands instituts de recherche). Les Suédois apprécient la compétence des conseils, où les chercheurs sont en majorité, pour décider et financer les grands projets de recherche sans en gérer l'exécution, selon le mode "bottom-up". Les réformes en France et en Suède ont des objectifs de pilotage de la recherche similaires, mais partent sur des bases très différentes. Il sera donc intéressant, comme l'ont souligné aussi bien les représentants français que suédois, de voir si les réformes engagées conduisent à une convergence des systèmes de recherche ou bien prennent des voies parallèles et complémentaires. Une commission gouvernementale suédoise remettra ses conclusions et une proposition d'évolution dans le courant 2008.

Mme Evelina Santa expliqua que le principal défi de l'organisation de la recherche en Espagne est l'articulation entre le niveau régional et le niveau national. Après s'être beaucoup tournée vers l'Amérique latine (programmes communs incluant le Portugal), l'Espagne se tourne maintenant davantage vers l'Europe avec une augmentation des crédits de recherche et une volonté d'investir dans des grandes infrastructures de recherche.

M. Uno Svedin, directeur des relations internationales à FORMAS, termina la seconde session en prenant un exemple d'exercice européen de prospective dans le domaine de l'agriculture. Le SCAR (*Standing Committee on Agricultural Research*) qui a amené la question de l'ouverture aux politiques des exercices de prospective. Sans répondre trop précisément, les intervenants se sont accordés sur la nécessité de cette ouverture, mais également sur le fait qu'elle devait être limitée à certaines étapes du processus. L'exemple de la politique agricole, présenté par M. Svedin du conseil suédois FORMAS et commenté par M. Pascal Bergeret du ministère français de l'Agriculture et de la Pêche, fut très apprécié.

III – En conclusion, M. Bjarne Kirsebom, Ministre de la Représentation permanente de la Suède auprès de l'UE, termina en proposant que l'évaluation et la prospective soient des fils conducteurs dans le domaine scientifique pour les présidences successives française, tchèque, suédoise et espagnole.

Tous les participants soulignèrent la qualité et la densité des présentations et des échanges durant le séminaire. Ils constatèrent que les structures nationales actuelles sont très fortes par rapport aux questions relatives à l'Union Européenne. Le principe d'organiser une quatrième rencontre au printemps prochain à Paris a été retenu, en proposant davantage d'études de cas.